

Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais

ALFRED RUFER

I

C'est le 29 janvier 1798 que les mandataires des communes du Bas-Valais déclarèrent l'indépendance de leur pays.

Entendaient-ils par cette déclaration rompre tout lien avec le Haut-Valais afin de former un Etat particulier ? Ou bien étaient-ils disposés à conclure avec lui un nouveau pacte social qui réunirait les deux peuples dans une république démocratique ?

A vrai dire, les opinions, au commencement, divergeaient¹. Mais bientôt la volonté l'emportait de rester unis avec les Haut-Valaisans, à la condition que ceux-ci reconnussent l'indépendance de leurs anciens sujets et se réunissent à eux pour donner au Valais tout entier une organisation basée sur la liberté et l'égalité.

Les chefs du Haut-Valais comprirent que les temps de la répression des mouvements d'émancipation des peuples étaient passés. Désireux de conserver le Bas-Valais, les VII Dizains, par la voix de leur diète, renoncèrent, dès le 1er février, à leurs droits souverains. Ils envoyèrent une députation à St-Maurice et le grand-bailli pria le résident de la République française, Mangourit, qui y dirigeait les révolutionnaires, d'intervenir pour unir les deux peuples².

¹ Mangourit à Talleyrand, de St-Maurice, le 12 pluviôse an 6 (31 janvier 1798), Paris, Archives des Affaires Etrangères, Valais, t. 5, f. 195. — Mangourit (Michel-Ange-Bernard), né en 1752, mort en 1829, est une des figures les plus curieuses de l'époque révolutionnaire. Intelligent, actif, exalté, il avait été d'abord officier de milice, puis lieutenant criminel à Rennes, et condamné par le Parlement, probablement pour des brochures philosophiques. En 1789, il dirige à Paris un journal, le *Héraut de la Nation*, devient consul à Charlestown en 1792, est employé par le Comité de salut public, puis 1er secrétaire d'ambassade à Madrid, passe à Philadelphie, est nommé, le 26 brumaire an 6 (16 novembre 1797) chargé d'affaires en Valais. — *Ibidem*, f. 120. — Cf. R. Guyot, *Le Directoire et la Paix de l'Europe*, Paris, 1911, p. 148.

² Le grand-bailli et le conseil de la République du Valais à Mangourit, de Sion, le 6 février, *loc. cit.*, f. 223. — Réponse de Mangourit au grand-bailli, de St-Maurice, le 20 pluviôse an 6 (8 février), *ibidem*, f. 226. — Grenat, *Histoire moderne du Valais*, Genève, 1904, pp. 453-454 et 461.

La députation du Haut-Valais eut, le 3 et le 4 février, à St-Maurice, des entretiens avec Mangourit et le comité de l'Assemblée générale du Bas-Valais. De part et d'autre, on montrait beaucoup de bonne volonté. Le comité présenta la déclaration d'indépendance à la députation et, sur le champ, celle-ci lui remit la renonciation formelle des VII Dizains à toute souveraineté. Ensuite, le comité demanda la reconnaissance des droits de l'homme et du citoyen, l'abolition des distinctions de naissance et de toute trace d'aristocratie et de sujétion, le rachat des charges féodales, la renonciation de l'évêque à ses droits de souveraineté temporelle, enfin l'établissement d'une constitution par une diète extraordinaire qui se réunirait à St-Maurice. Il semble que l'on tomba plus ou moins d'accord sur ces points, notamment sur celui du maintien intégral de la religion catholique. En tout cas, informés des vues des révolutionnaires bas-valaisans, les députés de la diète s'en retournèrent chez eux³.

A ce moment surgit un nouveau problème, celui de l'incorporation du Valais dans la future République helvétique. Le projet de constitution destiné à cette dernière, rédigé par Pierre Ochs et le directeur Merlin de Douai, commençait à être connu dans le Valais vers le 10 février. Dans l'énumération des cantons de la nouvelle république, le Valais occupait la première place. Le projet, déjà accepté par le Pays de Vaud, fit sensation dans la vallée du Rhône, mais n'y fut guère goûté. Mangourit fut consulté pour savoir si le gouvernement français exigeait réellement que le Valais l'adopte lui aussi. Le comité trouvait que le Valais était dans la même situation que les Grisons qui, dans le projet, étaient simplement invités à se réunir à la République helvétique. Mangourit estimait que la France devait respecter l'indépendance du Valais et se borner à demander qu'il se donne une constitution pareille à celle de l'Helvétique. Sur l'invitation de Mangourit, le comité nomma une commission chargée de rédiger un projet de réunion et de constitution. La commission, composée de trois membres (Isaac de Rivaz, de St-Maurice, Charles-Emmanuel de Rivaz, de Monthey, et Joseph-Louis Pittier, de Martigny), pressée par le résident, élabora un projet et le remit à Mangourit, le 24 février, avec un mémoire explicatif⁴.

³ Grenat, *op. cit.*, pp. 455-457. — Mangourit à Talleyrand, de St-Maurice, le 16 pluviôse an 6 (4 février 1798), Paris, Arch. des Aff. Etr., Valais, t. 5, f. 201 (207-8). — Les habitants du Bas-Valais à la diète de la République du Valais, s. d., *ibidem*, f. 219, copie.

⁴ Mangourit à Talleyrand, de St-Maurice, le 25 pluviôse an 6 (13 février), *ibidem*, f. 234. — *Registre des procès-verbaux du comité général du Bas-Valais*, Arch. cant., Sion, fonds de Rivaz, vol. 65, pp. 23, 27, 35, 37, 38, 41, 43.

II

Le mémoire expose les raisons qui s'opposent à l'incorporation du Valais dans la République helvétique et qui militent en faveur de son indépendance. Dans un gouvernement représentatif, y lit-on, « la liberté des citoyens est réduite à nommer ses représentants au Corps législatif, ses juges et ses administrateurs. Les dépositaires de la confiance (du peuple) une fois nommés, le peuple n'a plus le droit de censurer ni les lois qu'ils lui donnent, ni leur administration ».

Cependant les auteurs du mémoire admettent que le système représentatif convient aux grands peuples où la multitude des intérêts et des rapports avec leurs voisins exige dans l'action gouvernementale une grande célérité, qui ne peut subsister avec les formes purement démocratiques. Ils admettent encore que la constitution proposée à la Suisse sera un bienfait pour tous ses peuples qui étaient sujets, par conséquent exclus de toute participation au gouvernement. « Mais comment, s'écrient-ils, pourrait-on l'offrir à un peuple éminemment libre, qui nomme immédiatement ses chefs et ses juges, soit à vie, soit à court terme, qui donne à ses représentants au Corps législatif des instructions précises sur les lois qu'ils doivent faire, et qui enfin ne reconnaît ces lois qu'après qu'il les a sanctionnées ». Il faut reconnaître que ce dernier raisonnement, tout à fait vrai pour les Haut-Valaisans, ne s'appliquait guère au Bas-Valais, jusqu'ici pays sujet, pour lequel donc, au dire du mémoire lui-même, le gouvernement représentatif serait un bienfait.

Les rédacteurs du mémoire continuent en demandant quel genre d'intérêt on offre aux Valaisans en compensation de la renonciation à leurs droits. Ils répondent : celui de faire partie d'un grand peuple, fort de la réunion de tous ses membres, et l'attrait de voir accroître chez lui le commerce et l'industrie par les soins d'un gouvernement plus éclairé, et d'augmenter la circulation du numéraire qui vivifie l'agriculture et les métiers. Mais les Valaisans, affirme-t-on, n'apprécient pas ces avantages. Ils disent plutôt : « Nous devons rester un peuple isolé et peu nombreux, parce que c'est le moyen de conserver la plus grande étendue de liberté dont l'homme puisse jouir en société. Un peuple pauvre d'argent, mais riche de ses productions, comme nous le sommes, parce que cette pauvreté est la sauvegarde de la liberté, et parce que la vraie richesse, celle qui ne corrompt pas les mœurs, est l'abondance des denrées nécessaires à la vie, et parce que l'égalité de fortune est le garant de l'aisance générale ».

Déclarer que la pauvreté est la sauvegarde de la liberté, que l'abondance des denrées de première nécessité constitue la vraie

richesse et que l'égalité de fortune garantit l'aisance générale, voilà des affirmations d'une conception économique et sociale digne de Rousseau, de l'abbé Mably et d'autres protagonistes de la démocratie égalitaire, tels que Robespierre et Saint-Just. Du moins faut-il en conclure que les auteurs du mémoire ne voulaient pas que le peuple valaisan, après avoir été dominé par l'aristocratie, le fût, sous le régime de la liberté et de l'égalité, par la richesse.

Après la profession de leur idéal social, ils écrivent : « Nous resterons unis au Corps helvétique, mais comme nous l'avons été jusqu'à présent, plus étroitement s'il se peut, parce que notre union est suffisante pour nous défendre, parce qu'elle deviendra plus forte encore, si tous les peuples sujets sont rendus à la liberté, comme nous y rendons les nôtres, si, dans les diverses formes de constitution qu'ils adopteront, il ne subsiste plus d'opposition entre l'intérêt des peuples et celui du gouvernement, et que l'amour de la patrie se confonde avec l'intérêt personnel. Mais nous ne voulons pas faire partie d'un grand peuple ; nous ne désirons pas que le Corps helvétique, confondant tous ses membres, forme ce grand peuple, parce qu'à un grand peuple il faut un gouvernement riche et puissant, et que la richesse et la puissance du gouvernement ne se créent qu'aux dépens du peuple ». Ces idées, ajoute le mémoire en concluant cet aperçu, ne pourront pas être déracinées de l'esprit des Valaisans ; « il faut, ou les conquérir, ou leur laisser leur constitution, et ce ne sera pas la République française qui viendra, au nom de la liberté, les forcer à cesser d'être libres, ou à l'être moins ».

Le mémoire apporte encore d'autres raisons d'opposition à l'incorporation : l'isolement du Valais, sa pauvreté, et la question religieuse.

Quant à l'isolement, on affirme, avec une belle assurance, que le Valais peut se passer du monde entier et qu'il ne recherche aucune relation avec les étrangers. Le Valaisan les accueille sans les aimer, attaché qu'il est à ses habitudes et à ses usages. « Disons plus, ce pays ignoré d'une partie de la Suisse même est l'objet de la dérision de ceux de ses voisins qui le connaissent mieux, mais qui ne savent pas apprécier la simplicité de ses mœurs, la sagesse et le bonheur naturel de ses habitants ».

La pauvreté du Valais est invoquée pour prouver qu'il lui serait impossible de subvenir aux frais du gouvernement helvétique. Le mémoire évalue à 36,512 francs suisses la contribution que le Valais aurait à verser annuellement au gouvernement helvétique, ce qui en très peu de temps viderait le pays de son numéraire. La somme paraît ridicule aujourd'hui ; alors elle paraissait grande, le numéraire

étant rare et les impôts directs, inconnus. D'ailleurs, il faut avouer que le mémoire exagérait la pauvreté du Valais, et de beaucoup, pour les besoins de la cause. De plus, le calcul de la contribution était faux, parce qu'il partait de la supposition que les dépenses du gouvernement helvétique seraient réparties d'une manière uniforme entre les différents cantons. Or, cette hypothèse était aussi fausse, puisque le projet helvétique prescrivait que toute contribution devait être répartie entre les contribuables en raison de leurs facultés et revenus.

Pour ce qui concerne l'article sur la religion, le comité écrit : « Nous n'avons [pas] pu établir l'égalité et l'indifférence absolue des cultes, parce que la religion considérée d'un coup d'œil purement philosophique et politique est une de ces habitudes qui ont le plus d'empire sur les hommes et surtout chez un peuple qui tient aussi fortement aux siennes, et qu'on ne peut la heurter de front sans irriter les esprits, et se préparer des obstacles et des maux incalculables ; mais nous avons posé pour les autres religions tous les principes de tolérance admissibles⁵ ».

III

Le projet de constitution du comité général est conforme aux principes développés dans le mémoire⁶. Il est divisé en onze titres ; mais ses articles ne sont pas numérotés. Le travail est plutôt une ébauche qu'un projet achevé.

Le premier titre commence par l'affirmation suivante :

« Le Valais Haut et Bas, par sa situation, ses habitudes particulières, sa religion, et le vœu de l'un et l'autre peuple, est appelé à ne faire qu'une seule république composée d'un nombre de cantons à fixer.

« Cette république... devra être indivisiblement unie à la République helvétique pour la défense commune et pour tout ce qui n'est pas administration intérieure et économique, et législation.

« Si la République helvétique ne parvenait pas à se former, le Valais réuni devra faire ou renouveler des alliances avec les républiques voisines ».

Dans le premier cas, le Valais est prêt à se réunir à la République helvétique, à la condition que la législation de celle-ci ne s'étende pas sur son administration intérieure pour laquelle il veut rester indépendant. Qu'un peuple qui doit renoncer à sa liberté et se rattacher

⁵ La minute du mémoire se trouve aux Arch. cant., à Sion, fonds de Rivaz, vol. 64, pp. 54-60. Le vol. 65 bis, pp. 155-160, en contient une copie.

⁶ La minute du projet se trouve dans le vol. 64, pp. 41-53, une copie dans le vol. 65 bis, pp. 143-154.

à un autre Etat ait la prétention d'y poser ses conditions et de les voir fixées dans un pacte solennel, c'est naturel, c'est légitime. Cependant, le Valais devra bientôt s'apercevoir que sa réunion ne s'accomplit pas en vertu d'un pacte, mais simplement par suite de son acceptation de la constitution helvétique, à laquelle il lui fallait se soumettre sans réserve aucune.

Dans le second cas, la Suisse restant plus ou moins une fédération d'Etats indépendants, le Valais est disposé à contracter des alliances avec les cantons voisins.

Le projet développe maintenant les bases fondamentales de la constitution. Je cite : « La forme du gouvernement sera toujours, quelques modifications qui puissent y être apportées, une démocratie pure. Par conséquent les assemblées des citoyens légalement convoquées sont le souverain ; elles peuvent seules faire des lois et conférer les pouvoirs soit représentatifs soit ad referendum ».

La constitution proclame l'abolition de toute hérédité de pouvoir, de rang et d'honneur, l'éligibilité de tout citoyen aux fonctions civiles et militaires, pourvu qu'il en soit jugé digne. Elle proclame aussi l'égalité qui « doit empêcher le riche d'opprimer le pauvre » ; la liberté qui « assigne à chaque citoyen ce qu'il peut faire sans préjudicier à autrui ou au public ». La constitution prescrit également que les propriétés ne peuvent être grevées d'aucune charge non rachetable (elle permet donc le rachat des censes et des dîmes) ; que toute contribution doit être consentie par le peuple et répartie d'une manière proportionnelle sur les facultés, revenus et jouissances. Elle écarte la liberté illimitée de conscience, consacrée par l'article 6 de la constitution helvétique ; elle maintient au contraire la religion catholique dans sa prééminence absolue, en ajoutant : « Aucune autre religion n'exercera donc de culte public et n'y aura d'écoles. Cependant elles ne seront inquiétées ni persécutées pour leurs opinions religieuses, à moins que, sous prétexte de religion, quelqu'un ne trouble la paix, le bonheur et la sûreté de la société ».

Le titre II traite de l'état politique des citoyens. En général, le projet adopte les articles correspondants de la constitution d'Ochs, mais en y apportant certaines restrictions. Ainsi un étranger ne peut être admis au rang de citoyen s'il n'a pas une propriété ou un établissement d'agriculture ou de commerce, ou s'il n'est pas marié à une Valaisanne. Le projet concède aux communes le droit de refuser des étrangers pour habitants sur leur territoire, si elles trouvent « qu'il est assez peuplé ». Mais ce qui est plus grave, ce que le modèle helvétique ne connaît pas, c'est que le droit de vote est refusé aux domesti-

ques à gage, attachés au service d'une personne ou d'un ménage. A l'exemple de la constitution helvétique, le projet exclut aussi les ministres de la religion des fonctions publiques et des assemblées primaires. Eux aussi sont donc privés des droits civiques. Un autre article déclare que « le droit de jouissance des propriétés communales et bourses publiques est absolument distinct des droits de cité ». Les biens communaux restent donc la propriété exclusive des bourgeoisies ; ils sont ainsi mis à l'abri de la main-mise de l'Etat et de la prétention des citoyens non bourgeois d'en partager la jouissance avec les bourgeois.

Le titre III parle des assemblées primaires. Elles sont composées des citoyens qui sont reconnus comme tels par la loi. Chaque commune forme une assemblée primaire. Ces assemblées s'occupent de trois objets principaux : 1° de la nomination des fonctionnaires publics ; 2° de l'acceptation ou du refus des projets de loi ; 3° des travaux publics de la commune et de la police.

Titre IV : « Des corps électoraux ». Les communes de chaque canton nomment 24 membres, choisis parmi les conseils communaux. Ces 24 citoyens constituent le corps électoral. Mais, tandis que suivant le projet helvétique les corps électoraux possèdent réellement le droit d'élire les députés au Corps législatif et les membres des tribunaux, le projet valaisan ne leur confère que le droit de proposer aux assemblées primaires trois candidats pour chacune de ces nominations. C'est donc à tort qu'il porte le titre de corps électoraux.

Titre V : « Du pouvoir administratif et judiciaire suprême ». Ce pouvoir est exercé par la diète. Elle est composée du préfet national qui préside, du sous-préfet, du chancelier et des députés de chaque canton. Le nombre de ces députés n'excèdera pas et ne sera pas moindre que trois. Le juge de chaque canton est de droit membre de la diète. Celle-ci réunit donc dans son sein les trois pouvoirs, alors que ceux-ci, dans les constitutions des nouvelles républiques, étaient strictement séparés. La diète tiendra annuellement deux sessions, l'une au mois de novembre, et l'autre au mois de mai. Ses pouvoirs sont de trois sortes : 1° ceux qui lui sont attribués par la constitution ; 2° ceux qui lui sont donnés par les cantons ; 3° ceux qu'elle exerce provisoirement, sous la réserve de la sanction des communes. Mais le titre V ne contient aucune allusion au pouvoir judiciaire de la diète.

Il faut mentionner tout particulièrement le mode de votation à la diète. Le projet dit que les députés de chaque canton n'auront qu'une seule voix. « En cas d'égalité de suffrages, le Directoire aura la voix prépondérante, mais en aucun cas il ne pourra y avoir de canton partagé pour sa voix, parce qu'il devra y avoir également une voix pré-

pondérante ». Le projet ajoute : « Mais l'article constitutionnel le plus solennellement juré est que toute décision passée en diète à la pluralité des suffrages fera force de loi pour tous les cantons, et que tous ceux qui auront composé la minorité seront obligés de s'y conformer, en sorte que rien ne pourra avoir force de loi s'il n'a été consenti par la pluralité des cantons, ou par la moitié et la voix prépondérante, et que tout ce qui aura été consenti à cette pluralité⁷ sera mis en exécution dans tous les cantons ».

Il y a dans ces deux articles un reliquat du passé et une innovation. Le reliquat, c'est qu'à la diète les cantons n'ont, comme antérieurement les dizains, qu'une seule voix. L'innovation, en revanche, consiste en ce que toute décision prise à la pluralité est obligatoire pour tous les cantons, de sorte qu'aucun d'eux ne pourra plus se soustraire à son exécution.

Titre VI : « Du pouvoir exécutif ». « Dans l'intervalle de chaque diète, il y aura un Directoire exécutif permanent composé de trois membres », à savoir le préfet national, le sous-préfet et le chancelier. Le projet reste muet sur le mode d'élection de ce gouvernement, mais spécifie en détail ses compétences. L'ancien régime ne connaissait pas de gouvernement permanent que le nouveau estime nécessaire pour une bonne gestion des affaires publiques.

Selon le titre VII, il y aura dans chaque canton un tribunal, composé d'un juge, de douze assesseurs et d'un accusateur public. Le tribunal jugera sans appel toutes les causes civiles dont la valeur ne dépassera pas 400 écus petits. Si le litige dépasse cette somme, y aura-t-il appel à la diète ? C'est probable, puisque la diète est l'unique instance supérieure ; mais le projet se tait là-dessus. Le tribunal cantonal jugera aussi les causes criminelles.

Le titre VIII établit des juges de paix dans chaque commune ; le titre IX institue des conseils communaux ; le titre X fixe la durée des mandats législatifs et de toutes les fonctions civiles à deux ans ; le titre XI enfin introduit le service militaire obligatoire.

Résumons. Souveraineté du peuple, liberté et égalité, démocratie pure avec un gouvernement permanent, respect des propriétés privées et communales, rachat des charges féodales, prééminence de la religion catholique, tels sont les traits les plus caractéristiques du projet. Mais il reste muet sur les droits politiques de l'évêque, il ne parle pas de la liberté de la presse, ni de celle du commerce et de l'industrie, et il se tait aussi sur l'instruction publique. Il veut conserver de l'ancien ré-

⁷ « Et ratifié par le peuple », aurait-on dû, semble-t-il, ajouter.

gime, ce qui, aux yeux de ses rédacteurs, méritait de l'être ; il emprunte à la nouvelle constitution destinée à la Suisse ce qui paraît convenir au Valais.

IV

Mangourit avait donné au comité général l'instruction de préparer une constitution représentative calquée sur le projet helvétique. L'ouvrage du comité ne répondant pas à ses vues, il lui substitua un autre plan, rédigé sous sa direction immédiate. Ce projet divisé en 12 titres contient 142 articles.

Le titre premier développe les principes généraux. Les deux Valais ne forment qu'une seule république. Son territoire est divisé en districts ou cantons dont la démarcation sera déterminée ultérieurement. Le Valais s'unira à la République helvétique en ce qui concerne la défense commune. Reprenant ainsi la disposition du premier projet, l'article ajoute que dès ce moment la République se regarde comme alliée de fait et de sentiment avec la République française, le peuple vaudois et la République cisalpine. Ici perce l'intention du gouvernement français d'incorporer le Pays de Vaud et le Valais dans le système militaire français pour avoir une communication directe avec la Cisalpine.

Les articles 5 et 6 doivent être cités textuellement. Le premier stipule : « La forme constitutionnelle de l'Etat est démocratique, quelques modifications qui puissent y être apportées ». Le second porte : « L'universalité des citoyens, ayant droit de vote, constitue le souverain. Les assemblées du peuple convoquées constitutionnellement peuvent seules conférer les pouvoirs représentatifs ».

La constitution pour l'Helvétie proclame que la forme du gouvernement sera toujours représentative. Le premier projet pour le Valais déclare que la forme du gouvernement sera toujours la démocratie pure. Le second projet se borne à affirmer qu'elle sera toujours démocratique. L'article 5 reconnaît donc au peuple le droit de déterminer ultérieurement la forme de sa démocratie. Il réserve donc l'avenir. Mais l'article 6 lui signifie que provisoirement il n'a qu'à déléguer le pouvoir législatif à ses représentants, par conséquent à accepter le système représentatif, avec la constitution qui sera présentée à sa sanction.

L'article 7 dit : « Tous les actes publics seront faits et délivrés en langue française ; il sera en conséquence établi... au moins quatre professeurs de cette langue ». Cet article était une iniquité manifeste à l'égard de la minorité allemande du Haut-Valais. Aussi ne tardera-t-on pas à l'abandonner.

Le projet reprend les articles du premier plan sur l'abolition de toute hérédité du pouvoir. Tout citoyen, riche ou pauvre, est éligible. Il supprime les substitutions qui privilégiaient un fils et ses descendants mâles en accumulant sur leurs têtes, pendant plusieurs générations, des fortunes au détriment des autres héritiers. Il consacre par conséquent l'égalité des partages. L'article 9 répondait au désir des chefs de la révolution de voir réparties les fortunes d'une manière équitable. Ce point est important, le projet pour l'Helvétique ne connaît rien de pareil.

Le droit d'aubaine et les taillabilités personnelles sont abolis sans indemnité, les dîmes et les censes déclarées rachetables à un taux modéré. L'agriculture et les défrichements doivent être spécialement encouragés. « La richesse territoriale est la force d'un peuple et fonde sa vertu en maintenant l'égalité des fortunes, sauvegarde de l'aisance générale », affirme l'article 13. L'article 12 déclare que la stabilité du gouvernement est fondée « sur la simplicité, la frugalité, le travail, l'industrie et le choix d'hommes vertueux pour représenter le peuple ».

Les articles 17 et 18 traitent de la question religieuse. Le premier établit : « La religion catholique, apostolique et romaine est maintenue dans toute son intégrité ; mais celui qui sous prétexte de religion troublerait l'ordre social, sera puni comme perturbateur du repos, de la sûreté, du bonheur du peuple valaisan » ; le second explique : « Aucune opinion religieuse ne sera ni inquiétée, ni persécutée, et la liberté de conscience est au-dessus de toute puissance humaine. La fraternité qui doit exister entre les hommes et les nations en fait un devoir, et un droit constitutionnel reconnu par la France, la Cisalpine et tous les Etats où le gouvernement ne s'occupe que d'union entre les citoyens. Récemment le Pays de Vaud, rendu à l'indépendance, vient d'admettre des catholiques sur son territoire ». Tout en conservant le catholicisme dans sa primauté, les autres confessions obtiennent le droit de pratiquer librement leur culte.

L'article 19 déclare que la liberté de la presse est « le boulevard de la République » ; qu'elle étend les lumières et les rapports de nation à nation, et de citoyen à citoyen. L'article 20 s'attaque à un ancien préjugé révoltant, en spécifiant que « les fautes sont personnelles et n'affectent les familles d'aucune infâmie ». Les articles 21, 22 et 23 réclament l'oubli du passé, le rappel des bannis ou condamnés pour causes politiques ou en vertu d'actes arbitraires, la réintégration dans leurs droits et propriétés, etc.

Le titre II parle de l'état politique des citoyens. Ici, le plan suit la constitution pour l'Helvétie en ce qui concerne l'acquisition, la perte ou la suspension des droits de cité. Il est même plus libéral que

son modèle qui n'admet l'étranger comme citoyen qu'après une résidence de 20 ans. En effet, l'article 29 stipule : « Néanmoins à sept ans de domicile, l'étranger sera admis au rang des citoyens votants s'il a acquis une propriété territoriale de 6000 florins, s'il y a établi, ou un art nouveau, ou une usine ou fabrique, s'il a fait une découverte utile aux arts, aux sciences ou à l'humanité, s'il a fertilisé mille toises carrées (*sic*) de montagne, ou desséché 500 toises de marais, ou enfin s'il a épousé une Valaisanne ».

L'article 30 est d'une portée assez grande. Je cite encore : « Les bourses publiques instituées par les ex-bourgeois appartiennent à l'Etat qui en respectera l'application ». Dans chaque commune, y est-il dit encore, il sera fait un tableau de la masse fournie par les ex-bourgeois ; les ci-devant habitants fourniront une masse semblable par le moyen d'une contribution. Ces deux masses devaient-elles être réunies, de manière à ce que dorénavant l'ensemble des ex-bourgeois et des ex-habitants d'une commune en aient la jouissance sous l'autorité de l'Etat ? La nationalisation de ces biens n'aurait-elle d'autre but que d'empêcher les bourgeois de les partager entre eux ? Le projet reste muet sur ce point ⁸.

Je passe sous silence d'autres articles du même titre. Je me borne à mentionner que les ecclésiastiques étaient exclus, comme dans le premier plan, de toutes les fonctions publiques et des assemblées primaires, ainsi que les domestiques à gage.

Titre III. — Les art. 39 à 45 sur les assemblées primaires sont à peu près identiques aux art. 28 à 34 du projet helvétique. Selon l'art. 40, 100 citoyens forment une assemblée primaire et nomment un électeur. L'art. 45 attribue à ces assemblées, outre le droit d'accepter ou de rejeter la constitution, la nomination de certains fonctionnaires publics. Lesquels ? La constitution ne le dit point.

Titre IV. — Les art. 47, 48 et 49 fixent l'organisation des corps électoraux. Ceux-ci se réunissent dans le chef-lieu du district pour procéder à l'élection des députés au Corps législatif et leurs suppléants, les membres des tribunaux inférieurs et de la Chambre administrative.

⁸ Le sort des biens communaux alarmait vivement les anciens propriétaires. Conserveraient-ils, sous le nouvel ordre, la jouissance exclusive de leurs propriétés, ou devraient-ils les partager avec les habitants ? Pour prévenir ce danger, ils pensaient, çà et là, à procéder à un partage entre eux. Le comité de Chamoson demanda, à ce sujet, le 24 février, des explications au comité général, en ajoutant que leurs compatriotes étaient tellement désolés par cette incertitude « que nous avons grand-peine de les contenir, sans cependant les accuser d'aucune violence à notre égard ». Arch. cant., Sion, fonds de Rivaz, carton 72, fasc. 34, No 29. — Le comité général répondit, le 28 février, qu'il ne faut rien innover à cet égard, que cette question sera réglée par la constitution. *Ibidem*, vol. 64, pp. 65-66.

On voit que les élections se font ici, comme dans le projet d'Ochs, à deux degrés, les assemblées primaires constituant le premier, les corps électoraux, le second degré.

Afin de prévenir la prépondérance de certaines maisons, les art. 50 et 51 interdisent aux corps électoraux d'admettre dans leur sein et de porter à une des autorités constitutionnelles plus d'un membre de la même famille.

Le titre V sur le corps législatif ne contient pas moins de 34 articles, c'est-à-dire les art. 54 à 88. A l'exemple de la constitution pour l'Helvétie, le pouvoir législatif est divisé en deux conseils bien distincts, séparés et indépendants l'un de l'autre. Ils s'assemblent alternativement à Sion et à Saint-Maurice, le 1er mai et le premier novembre. Ces deux conseils sont : 1° le Sénat où siège, outre les ex-directeurs, un député de chaque district ; pour cette fois, les corps électoraux réunis des cinq dizains supérieurs et des cinq dizains inférieurs nommeront chacun sept sénateurs et leurs suppléants ; 2° le Grand Conseil auquel chaque district députe deux membres, et pour cette fois les deux corps électoraux susdits nommeront 28 représentants et leurs suppléants. Les conditions d'éligibilité sont celles de la constitution helvétique. Le renouvellement du Sénat se fait les années impaires par quart, celui du Grand Conseil, toutes les années paires par tiers. Le Sénat approuve ou rejette les résolutions du Grand Conseil qui possède donc l'initiative en matière législative. Les art. 71 à 84 règlent les formes de la mise en jugement des membres du corps législatif, en suivant les art. 51 à 63 du modèle suisse.

Le titre VI, art. 89 à 104, s'occupe du pouvoir exécutif. Celui-ci est confié à un Directoire de trois membres, qui siègera dans le lieu des séances du Corps législatif. La République a donc deux capitales, Sion et Saint-Maurice. En ce qui concerne les conditions d'éligibilité, le mode d'élection et les attributions du Directoire, le projet ne diffère point de celui pour la Suisse, à cela près que la nomination des officiers et sous-officiers de la force armée lui est enlevée et attribuée à leurs compagnies.

Le projet prévoit aussi un tribunal supérieur (titre VII, art. 105, 106 et 107). Il est composé d'un juge nommé par chaque tribunal de district, d'un président, d'un accusateur public et d'un greffier, nommés par le Directoire. Il est convoqué, soit par le Directoire pour juger un membre du Corps législatif, soit par ce dernier pour juger un membre du Directoire.

Les art. 108 et 109 du titre VIII sur la force armée instituent le service obligatoire. Tout citoyen de 20 à 60 ans est défenseur de son pays et doit se fournir d'uniformes, d'armes et de munitions.

Les citoyens de 20 à 40 ans sont toujours prêts à marcher, soit pour prêter main forte aux autorités légitimes, soit pour repousser une agression étrangère.

Le titre IX (art. 111 et 112) indique la procédure à suivre pour fait de crimes d'Etat, de forfaiture, de vénalité directe et indirecte des suffrages ou des votes.

Le titre X (art. 113 à 123) organise les autorités dans les districts. Aux termes de l'article 113, il y en a trois : le préfet national, la Chambre administrative et le tribunal de district. Le préfet représente le pouvoir exécutif, qui le nomme et le destitue. Le tribunal de district, composé d'un président, de huit juges, d'un sous-préfet qui est accusateur public, et d'un greffier. Il juge sans appel les causes dont la valeur ne dépasse pas 600 livres de France (400 livres de Suisse) ; dans les causes excédant cette somme, l'appel sera porté au tribunal de district le plus voisin. Il jugera aussi les affaires criminelles. Pourtant en matière de crimes d'Etat, il fonctionnera seulement comme tribunal de première instance, l'appel au tribunal suprême étant ouvert au condamné comme à l'accusateur public.

La Chambre administrative, composée d'un président et de quatre assesseurs, est chargée de l'exécution immédiate des lois relatives aux finances, au commerce, à l'agriculture, aux dessèchements, aux canaux, chemins, ponts, etc.

Si, dans l'organisation des autorités inférieures, le projet suit en général son modèle helvétique, il y apporte aussi une grande innovation que ce dernier ne connaît pas : l'institution des juges de paix (art. 124 à 131). Dans chaque commune, il y aura un juge de paix et deux assesseurs, nommés tous les deux ans par la commune. Ils ne connaîtront que des causes civiles et des contraventions aux règlements de police, ne comportant qu'une amende de dix livres. Mais le projet leur attribue encore les fonctions d'un conseil communal, en prescrivant : « Sur le fait des chemins, digues, ponts, édifices, dessèchements, défrichements, manufactures, revenus publics, maladies épidémiques, ils appelleront avec eux deux citoyens mariés et âgés de 30 ans accomplis ».

Citons encore l'art. 129 : « La fonction la plus honorable et la plus importante du juge de paix et des assesseurs consiste à concilier les hommes entre eux, et à les engager à transiger amiablement. Ils pourront en conséquence passer les transactions et accommodements devant eux, et ces actes auront force de jugement avec la signature de quatre témoins ».

L'art. 131 accorde au Directoire le droit de destituer les tribunaux et la Chambre administrative, et de les remplacer jusqu'aux élections prochaines.

Le titre XI sur le changement de la constitution et le titre XII sur les moyens de mettre la constitution en activité reproduisent, à quelques modifications près, les titres correspondants du projet pour l'Helvétie.

V

Il y a entre le premier et le second projet de constitution concordance sur maint article, mais aussi des différences notables dont les principales se rapportent sans nul doute à la forme de l'Etat et à l'organisation des autorités constituées. Tandis que le premier réclame la démocratie pure, le second institue, au moins provisoirement, le régime représentatif suivant les constitutions française et helvétique. La démocratie représentative devait réunir le peuple valaisan tout entier dans la liberté et l'égalité, augmenter la productivité de son sol, favoriser le développement de son industrie, de son commerce et de son instruction, le tirer de son immobilisme et de son isolement, bref, élever son niveau de vie matérielle et intellectuelle. Programme d'avenir !

Mais derrière ce but bienfaisant et lointain assigné au nouvel Etat, se cachaient également des vues essentiellement et purement françaises. En imposant au Valais le système représentatif, Mangourit se conformait aux instructions du gouvernement de Paris. Celui-ci s'imaginait que l'identité du régime politique faciliterait l'incorporation du Valais dans le système révolutionnaire. Il espérait qu'il mettrait au pouvoir des hommes libéraux, éclairés et progressistes, et que ceux-ci, pour se maintenir à la direction des affaires, seraient obligés de s'appuyer sur la République française et de dépendre d'elle. Derrière le nouveau régime se profilait la route du Simplon.

Les auteurs du projet valaisan se rendaient bien compte que la démocratie pure n'était pas apte à réaliser une transformation totale de l'Etat et de la société. Ils n'ignoraient pas qu'il y faudrait une législation qui fût soustraite à la sanction du peuple, et une autorité qui sût commander et se faire obéir. Ils savaient également que leur peuple n'éprouvait guère le besoin d'un bouleversement radical de ses institutions et de sa manière de vivre. Aussi entendaient-ils se contenter de réformes plus modestes, mais aussi plus conformes aux mœurs, aux habitudes, aux préjugés et aux aspirations de la masse de leurs concitoyens. Ces réformes, ils espéraient pouvoir les réaliser avec le concours du peuple lui-même.

Grandes furent donc la surprise et la perplexité du comité général lorsqu'il reçut, le 28 février, le projet de Mangourit. A la lecture, il se rendit compte que le projet rencontrerait une forte opposition dans les communes. A plusieurs reprises, il fit, les jours suivants, des représentations au résident, en essayant de lui faire agréer quelques modifications. Mais Mangourit insista pour que le projet fût accepté tel quel. Le comité général dut se soumettre. Le 3 mars, il l'approuva sous réserve de la ratification des communes. Comme la forme de l'arrêté déplut à Mangourit, le comité lui substitua celle que le résident lui proposa dans les termes suivants :

« Le comité général du Valais occidental ayant délibéré sur le présent projet de constitution, reconnaissant qu'il établit à jamais le bonheur du Valais par la réunion générale de tous les citoyens pour les faire jouir en commun des biens inappréciables de la liberté, de l'égalité, de la sûreté [des personnes ?] et de la propriété, a arrêté unanimement de l'accepter provisoirement et sous la ratification des communes réunies en assemblées primaires ; laquelle condition est établie par la dite constitution, article 45 ; ordonne que ce projet sera déposé aux Archives et qu'il en sera fait deux copies au pied desquelles sera inscrite la présente acceptation, l'une pour être portée à l'acceptation de la diète du Valais oriental, l'autre pour être remise au citoyen résident de la République française, avec invitation d'en faire part sur le champ au Directoire exécutif.

« Fait en comité général à Saint-Maurice, le 3 mars 1798.

Rivaz, président

Par le comité général du Valais occidental
Tousard d'Olbec, secrétaire »⁹

En effet, il fut fait du projet deux copies, dont l'une fut expédiée par Mangourit à Paris¹⁰, et l'autre portée par une députation à la diète du Haut-Valais. La députation était munie de deux lettres. Dans l'une, le résident donne à la diète quatre jours pour accepter le projet¹¹. Dans l'autre, le comité général explique son attitude. Il dit notamment : « Dans d'autres temps, il eût convenu que nos deux Etats eussent traité directement des bases de notre réunion, mais aujourd'hui il paraît

⁹ *Registre des procès-verbaux du comité général*, du 28 février, des 1er, 2, 3 et 4 mars, pp. 51-54, 58, 60-61.

¹⁰ L'exemplaire destiné au gouvernement français est conservé aux Arch. des Affaires étrangères, Valais, t. 5, ff. 282-292. Il contient l'arrêté du comité du 3 mars. Il a été publié par l'Américain H.-B. Hill dans les *Annales historiques de la Révolution française*, 1949, pp. 253-268. Cf. A. Rufer, *A propos de la constitution du Valais*, *ibidem*, 1950, pp. 60-61 ; 1952, pp. 506-507. La déclaration du 3 mars ne figure pas sur l'exemplaire destiné au Haut-Valais.

¹¹ Mangourit à Talleyrand, de St-Maurice, 16 ventôse an 6 (6 mars), *loc. cit.*, f. 281.

qu'elle ne peut s'opérer que par notre acquiescement mutuel au projet de constitution qui vous est présenté. Vous verrez, Magnifiques Seigneurs, que nous avons pris l'initiative sur son acceptation : un grand nombre de motifs de convenance nous ont déterminés. Votre sagesse saura sans doute les apprécier, et peser ceux qui vous seront personnels ; nous désirons bien sincèrement que vous reconnaissiez dans notre marche l'attachement bien vrai pour notre patrie commune, et notre vœu constant pour sa tranquillité »¹².

Le Haut-Valais était mis au pied du mur. Les dizains avaient ratifié la reconnaissance de l'indépendance du Bas-Valais. Mais leurs chefs s'étaient flattés que les Bas-Valaisans viendraient à Sion pour conclure un pacte d'union avec la partie supérieure. Au lieu de cela, ils présentaient à leurs anciens maîtres un projet de constitution tout fait qui ne leur laissait que le choix de l'accepter ou de le rejeter. Quelque répugnance qu'ils éprouvaient à renoncer à leur ancienne forme de gouvernement et à adhérer purement et simplement à la constitution qui leur était proposée, ils se rendaient compte qu'il fallait se soumettre à l'inévitable. La diète accepta par conséquent le projet, en déclarant ce qui suit :

« Le Conseil des sept Dizains composant la diète du Valais oriental, ayant pris en délibération le présent projet de constitution, qu'il a reçu officiellement aujourd'hui treizième du mois de mars de l'an 1798, des mains des députés du comité général du Valais occidental, les citoyens Pittier, Fay et Duc ; voyant qu'il assure aux Etats de Valais la base fondamentale réciproquement réservée par le maintien de la religion catholique, apostolique et romaine dans toute son intégrité, ainsi que la réunion désirée des deux Etats de Valais sur les principes de l'égalité, de la liberté et de la sûreté des propriétés, a décrété l'acceptation provisoire de cette constitution sous la ratification des communes réunies en assemblées primaires, conformément à l'art. 45 de la manière ci-après dénoncée, avec ordre qu'il en soit expédié une copie à chacun des louables dizains du Haut-Valais. Les députés du louable dizain de Conches n'étant pas arrivés dans le courant de la journée, ce que l'on attribue à leur éloignement, les députés des autres louables dizains présents ont signé comme suit (*Suivent les signatures*) »¹³.

Le 16 mars, les députés des deux parties se réunirent à Saint-Maurice. Ils se constituèrent en assemblée représentative provisoire de la République du Valais, nommèrent un Directoire provisoire et déci-

¹² Arch. cant., Sion, fonds de Rivaz, vol. 64, pp. 110-111.

¹³ La déclaration de la diète munie des signatures des députés figure sur le projet qui lui a été présenté. C'est un cahier de 12 feuilles in-fol. Cet exemplaire est conservé dans le fonds de Rivaz, cart. 175, fasc. 13.

dèrent que le projet de constitution serait imprimé dans les deux langues et présenté à l'approbation des assemblées primaires ¹⁴.

La révolution paraissait achevée. Elle n'avait pas coûté une goutte de sang. Mangourit, au comble de la joie en voyant couronnée de succès sa mission, écrit le 18 mars à son ministre à Paris : « Ainsi c'est le peuple jouissant de la démocratie la plus pure qui, par acte de cette démocratie, vient d'adopter la démocratie représentative. Ainsi ce sont les maîtres naguère du Bas-Valais qui viennent s'asseoir à la même table et qui renoncent à une fausse paternité » ¹⁵.

Mangourit avait dirigé la révolution avec une ardeur et une dextérité remarquables, imposant à tout le monde sa volonté. Sa constitution était loin d'être un chef-d'œuvre, et les Valaisans avaient de justes motifs d'en être mécontents. Qu'importe ? L'essentiel n'était-ce pas d'organiser promptement le nouvel Etat et de gagner de vitesse l'établissement de la République helvétique ? Partisan convaincu de l'indépendance du Valais, le résident pressentait qu'elle pourrait être mise en question. Voilà pourquoi il déploya tant de précipitation à créer le fait accompli. Ses craintes allaient se réaliser aussitôt.

En effet, quelques jours plus tard, le peuple valaisan fut placé devant une situation toute nouvelle. Le Directoire de la République française, qui s'était d'abord prononcé pour une république indépendante du Valais, ou du moins pour la formation d'une république qui comprendrait, outre le Valais, le Pays de Vaud et les bailliages italiens, venait de se rallier au projet primitif de faire de toute la Suisse une république une et indivisible. Le Directoire avait cédé au mouvement, de jour en jour plus fort, qui portait l'opinion publique en Suisse vers l'unité.

Au lieu de se prononcer sur le projet de constitution de l'assemblée de Saint-Maurice, les communes valaisannes seront appelées à voter sur la constitution helvétique.

Mangourit plaida éloquemment, mais en vain, auprès de son gouvernement, la cause de l'indépendance du Valais, désirée et voulue par la majorité de son peuple. « Que diraient l'avenir et l'histoire

¹⁴ Le projet a été imprimé, du moins en français, chez Antoine Advocat, à Sion, en 1798. C'est une brochure de 28 pages in-18, pleine de fautes d'impression. La Bibliothèque cantonale, à Sion, en possède un exemplaire. Il se termine par la notice suivante :

« Le présent projet de constitution ayant été dressée pour le Vallais formant une république indépendante et acceptée provisoirement sous la réserve de la sanction des communes, elle doit leur être connue, quoique la réunion à la république helvétique une et indivisible prononcée par les dizains puisse y occasionner des changemens ». La minute du projet est-elle allée à l'imprimerie, au lieu d'aller aux Archives ?

¹⁵ Mangourit à Talleyrand, de St-Maurice, le 28 ventôse an 6, Arch. des Aff. Etr., Valais, t. 5, f. 303.

s'ils avaient reçu de nous l'exemple d'une nation qui, après avoir adopté la démocratie représentative pour elle-même, fut forcée de se fondre dans une plus populeuse, par celle qui avait déclaré son respect pour toutes les nations libres ? On a fait craindre au Directoire qu'on lui prêtât des vues secrètes, une arrière-pensée . . . Mais il est si grand, si puissant ! Serait-il plus justement insensible au reproche d'avoir mésusé de cette grandeur, de cette puissance, pour toucher à la volonté d'une tribu pauvre mais libre, peu éclairée mais sur le point de s'éclairer et placée dans une vallée presque inaccessible aux vices et aux passions de ses voisins ? Il y aurait, je crois, quelque chose de sublime à dire au Valais : « Vous croyez donc être plus heureux en formant une république ? — Eh ! bien, soit ! » — Il serait très curieux de faire l'expérience de la démocratie représentative chez un petit peuple et d'observer comment il s'y prendra pour l'économie et la prospérité de son gouvernement »¹⁶.

Mangourit avait raison. Il eût été plus politique de différer l'incorporation du Valais dans la Suisse unifiée et de lui laisser provisoirement son indépendance. L'intérêt bien entendu de la France, de la Suisse et du Valais lui-même l'exigeait. La question du Simplon, objectif principal du Directoire français, aurait pu, dans ce cas, être réglée directement entre la France, le Valais et la Cisalpine, et la Suisse, n'y étant pas impliquée, aurait eu des chances de pouvoir conserver sa neutralité et d'éviter la clause offensive dans l'alliance du 19 août 1798, qui devait l'entraîner dans la guerre de 1799 et la mettre au bord de l'abîme.

Et on peut aussi se demander si l'insurrection du Haut-Valais, en mai 1798, aurait eu les proportions qu'elle a prises si le peuple avait eu la certitude qu'au moins son indépendance était sauvée.

¹⁶ Mangourit à Talleyrand, de Berne, le 10 germinal an 6 (30 mars 1798), *ibidem*, f. 336.